



11^e

CONGRÈS ANNUEL DE L'ATAF/ATRN

Questions fiscales contemporaines en Afrique



22-24
sept. 2026



Kigali Convention Center,
Kigali, Rwanda

PROGRAMME



1er jour - mardi 22 septembre 2026

LE CONTEXTE : Comprendre les forces qui animent la fiscalité africaine

Heure	Session
07h00 - 09h00	Inscription
09h00 - 09h20	SESSION D'OUVERTURE Allocution de bienvenue • Mme Mary Baine – Secrétaire exécutive de l'ATAF • Prof Annet Oguttu – présidente du comité consultatif de l'ATRN, professeure de droit fiscal et directrice de l'Institut africain de fiscalité (ATI), Université de Pretoria • M. Ronald Niwenshuti – Commissaire général de l'Office Rwandais des Recettes (RRA)
09h20 - 09h40	Discours d'ouverture officiel de l'invité d'honneur • M. Yusuf MURANGWA – ministre des Finances et de la Planification économique du Rwanda
09h40 - 10h00	Photo de famille
10h00 - 10h20	Discours liminaire • M. Ramy Mohamed Youssef – Vice-ministre des Finances de l'Égypte et président du Comité intergouvernemental de négociation (INC) de haut niveau sur la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale
10h20 - 11h30	SÉANCE PLÉNIÈRE 1 FAÇONNER LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DANS UN CONTEXTE DE FRAGMENTATION MONDIALE ET DE DÉCLIN DE L'AIDE <i>L'économie mondiale devient de plus en plus fragmentée, avec une montée des tensions géopolitiques, une expansion des restrictions commerciales et un affaiblissement de la coopération multilatérale. L'aide publique en faveur du développement de l'Afrique a fortement diminué ; les projections de l'OCDE font état d'une baisse cumulative de plus de 25 % sur la période 2024-2025. Le Compromis de Sevilla du FfD4 a affirmé que la mobilisation des ressources nationales est la seule voie durable pour financer le développement en Afrique. Cette session examine le rôle central de la recherche fiscale dans cette transition : fournir les preuves empiriques nécessaires pour concevoir des régimes fiscaux efficaces et équitables, optimiser les recettes et renforcer la résilience budgétaire dans un monde où l'Afrique peut moins dépendre du soutien extérieur et doit davantage compter sur la qualité de ses propres institutions fiscales.</i>

Présentation : Dr Eric OGUNLEYE – Directeur de l’Institut africain de développement de la BAD (à confirmer)

Animatrice : Mme Mary Baine – Secrétaire exécutive de l’ATAF

Table ronde

- **M. Godfrey KABERA** – ministre d’État chargé du Trésor national du Rwanda
- **M. Ramy Mohamed Youssef** – Vice-ministre des Finances de l’Égypte et président du Comité intergouvernemental de négociation (INC) de haut niveau sur la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale
- **M. Ronald Niwenshuti** – Commissaire général de l’Office Rwandais des Recettes (RRA)
- **Prof Annet Oguttu** – présidente du comité consultatif de l’ATRN, professeure de droit fiscal et directrice de l’Institut africain de fiscalité (ATI), Université de Pretoria

Questions et réponses

11h30 - 13h00	SÉANCE PLÉNIÈRE 2 INTERPRÉTATION JUDICIAIRE, DIFFÉRENDS FISCAUX ET CERTITUDE FISCALE AU SEIN DES SYSTÈMES FISCAUX AFRICAINS La crédibilité de tout système fiscal repose sur la qualité, la cohérence et la prévisibilité de son interprétation juridique. À mesure que la législation fiscale africaine se complexifie, avec les prix de transfert, les doctrines anti-évasion, la fiscalité du numérique et les règles encadrant les services transfrontaliers conformément à la Convention fiscale des Nations Unies, le rôle de la justice dans le règlement des différends et la certitude fiscale gagne de l'ampleur. Cette session examine comment l'interprétation judiciaire dicte le comportement du contribuable, la confiance des investisseurs et l'équilibre entre la protection des recettes et les droits des contribuables. Elle met également en lumière la relation symbiotique entre les études en matière fiscale et le raisonnement judiciaire : des preuves empiriques solides, une jurisprudence comparée et un contexte politique permettent aux tribunaux de rendre des jugements juridiquement solides et économiquement cohérents. Présentation : Prof Abiola Sanni, SAN – Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Lagos Animateur : Prof Thabo Legwaila – Professeur de droit fiscal à la University of the Witwatersrand et avocat à la Haute Cour d'Afrique du Sud. Table ronde • Maître Nelisa Phiwokazi Mali – juge à la Haute Cour du Gauteng, en Afrique du Sud • Mme Crystal Kabajwara – présidente de la Tax Appeal Tribunal (TAT) de l'Ouganda • M. Erastus Vincent MTUI – Directeur général et chef du Service du médiateur fiscal de la Tanzanie (TOST) • Dr John C. NWABUEZE – Directeur général du Bureau du médiateur fiscal du Nigéria Questions et réponses					
13h00 - 14h00	Pause déjeuner					
14h00 - 17h00	PRÉSENTATION D'ARTICLES DE RECHERCHE EN SESSIONS PARALLÈLES <table><tr><td> SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE Modérateur de la session : Professeur Philip O. ALEGE Covenant University – Nigéria et membre de l'Association nigériane des modélisateurs macroéconomiques 1. M. Daniel Okuku ZALO </td><td> SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES Modérateur de la session : Professeur Uwalomwa UWIGBE Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l'Université de Nizwa, Oman </td><td> SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET BEPS Modératrice de la session : Professeure Liezel TREDOUX – professeure de droit commercial à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) 1. Prof Thabo LEGWAILA </td></tr></table>			SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE Modérateur de la session : Professeur Philip O. ALEGE Covenant University – Nigéria et membre de l'Association nigériane des modélisateurs macroéconomiques 1. M. Daniel Okuku ZALO	SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES Modérateur de la session : Professeur Uwalomwa UWIGBE Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l'Université de Nizwa, Oman	SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET BEPS Modératrice de la session : Professeure Liezel TREDOUX – professeure de droit commercial à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) 1. Prof Thabo LEGWAILA
SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE Modérateur de la session : Professeur Philip O. ALEGE Covenant University – Nigéria et membre de l'Association nigériane des modélisateurs macroéconomiques 1. M. Daniel Okuku ZALO	SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES Modérateur de la session : Professeur Uwalomwa UWIGBE Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l'Université de Nizwa, Oman	SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET BEPS Modératrice de la session : Professeure Liezel TREDOUX – professeure de droit commercial à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) 1. Prof Thabo LEGWAILA				

Agent, Kenya Revenue Authority — Kenya
La facturation électronique obligatoire et l'architecture du civisme fiscal en Afrique : les enseignements de la réforme eTIMS au Kenya

(30 min par article)

2. Dr Isaac AMEDANOU

Chargé de recherche, Université Clermont Auvergne — France

Les implications fiscales de l'adoption des technologies et de l'innovation en Afrique

(30 min par article)

3. M. Jeremiah MAKUMBA

Chef de projet, division des impôts intérieurs, Zimbabwe Revenue Authority — Zimbabwe

Comblant le fossé technique : un cadre TIC positif pour l'échange automatique de renseignements (AEOI) au sein des administrations fiscales africaines

(30 min par article)

4. M. Cyrus MUTUKU

Responsable, recherche et analyse d'activité, Kenya Revenue Authority — Kenya

L'apprentissage automatique au service de la gestion du risque de non-conformité fiscale : les enseignements des déclarations d'impôt sur les sociétés au Kenya

(30 min par article)

5. Dr Gift MUPUNGA

Chef de la recherche et du développement, Zimbabwe Revenue Authority — Zimbabwe

La fiscalité des cryptomonnaies : modèles réglementaires comparés et options de politique fiscale pour le Zimbabwe

(30 min par article)

1. Mme Ritisha SOOKUN

Agente, Mauritius Revenue Authority — Maurice

Comportement des contribuables, psychologie du civisme fiscal et incitations comportementales

(30 min par article)

2. M. Pacifique NGABO

Chargé de la recherche et de l'analyse des politiques, Rwanda Revenue Authority — Rwanda

Analyse de l'incidence de la certification de conformité en douane au Rwanda

(30 min par article)

3. M. Naphtal HAKIZIMANA

Superviseur par intérim, recherche et analyse des politiques, Rwanda Revenue Authority — Rwanda

Les effets dynamiques des contrôles fiscaux fondés sur le risque : les enseignements du Rwanda

(30 min par article)

4. Dr Adedeji Peter ADENIRAN

Directeur de la recherche, Centre for the Study of the Economies of Africa — Nigéria

De l'ombre à la stratégie : analyse qualitative des particuliers fortunés et de leurs conseillers fiscaux au Nigéria

(30 min par article)

5. M. Michael Owuraku GYASI

Chargé de recherche, Ghana Revenue Authority — Ghana

La conformité dès la conception et le civisme fiscal des PME au Ghana

(30 min par article)

Professeur, University of the Witwatersrand — Afrique du Sud

Les tendances en matière de prix de transfert devant les juridictions africaines entre 2020 et 2026

(30 min par article)

2. Prof Jukka PIRTILÄ

Professeur, Université de Helsinki — Finlande

Que révèlent les contrôles fiscaux sur le transfert de bénéfices des entreprises multinationales en Afrique du Sud ?

(30 min par article)

3. M. Emmanuel OFOSU

Fiscaliste principal, Crowe Veritas — Ghana

Les lacunes des capacités judiciaires dans le règlement des différends relatifs aux prix de transfert au Ghana : le point de vue des praticiens du droit, de la magistrature et de la jurisprudence africaine comparée

(30 min par article)

4. Khodani SENGWANE

Chargée d'enseignement, Université de Pretoria — Afrique du Sud

Les limites de la politique de télétravail : le « bureau à domicile » en tant qu'établissement stable en Afrique du Sud

(30 min par article)

5. Dr Belle Fille MURORUNKWERE

Data Scientist principale, Cenfri

Regroupement des données de TVA pour détecter les déclarations et les paiements suspects

(30 min par article)

6. M. Yacouba Issaka Hama Abdoul RAOUF (FR)

	6. M. Nicholas MUSOKE <i>Superviseur, recherche et modélisation des recettes, Uganda Revenue Authority — Ouganda</i> <i>Le fisc panoptique : l'incidence de la facturation électronique sur le respect des obligations en matière de TVA en Ouganda</i> <i>(30 min par article)</i>	6. M. Adrian GITAMO <i>Analyste d'activité, Kenya Revenue Authority — Kenya</i> <i>Combler l'écart entre l'intention et l'action : culture fiscale, attitudes et pratiques des particuliers et des MPME au Kenya</i> <i>(30 min par article)</i>	<i>Collaborateur fiscaliste, Fahamey&co — Niger</i> <i>Le contrôle des prix de transfert dans l'UEMOA : les limites du principe de pleine concurrence et la pertinence de la répartition fractionnée, analyse à partir du cas nigérien</i> <i>(30 min par article)</i>
17h00	Cocktail de bienvenue		

2e jour - mercredi 23 septembre 2026

LES INSTRUMENTS : Renforcement des systèmes et des institutions pour obtenir des résultats

Heure	Session
09h00 - 10h30	SÉANCE PLÉNIÈRE 3 IA, AUTOMATISATION ET AVENIR DE L'ADMINISTRATION FISCALE EN AFRIQUE L'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation ne sont plus une aspiration pour les systèmes fiscaux africains, ce sont des réalités opérationnelles. Les autorités fiscales à travers le continent déploient l'apprentissage automatique pour le profilage des risques liés aux contribuables, des systèmes automatisés pour le traitement et l'évaluation des déclarations, le traitement du langage naturel pour l'analyse documentaire, ainsi que l'analyse prédictive pour la gestion de la conformité. Les plateformes de paiement numérique et les systèmes de facturation électronique génèrent des volumes sans précédent de données transactionnelles qui, si elles sont exploitées efficacement, pourraient fondamentalement transformer la manière dont les gouvernements africains identifient, évaluent et collectent les impôts. Pourtant, cette transformation se déroule plus rapidement que les cadres de gouvernance qui devraient la guider. Des questions fondamentales restent sans réponse : À qui appartiennent les algorithmes qui déterminent quels contribuables font l'objet d'un contrôle fiscal ? Quelles sont les garanties contre les biais intégrés dans les données d'entraînement qui reflètent les schémas historiques d'application ? Comment les droits des contribuables, y compris le droit à l'explication, le droit de contester les décisions automatisées et le droit à la confidentialité des données devraient-ils être protégés à l'ère de l'administration algorithmique ? Et à un niveau stratégique, les autorités fiscales africaines développent-elles une capacité technologique souveraine, ou deviennent-elles dépendantes de plateformes propriétaires dont elles ne contrôlent pas la logique et dont les données se trouvent en dehors de leur juridiction ? Cette session réunit des responsables de l'administration fiscale, des spécialistes de la technologie, des experts en gouvernance des données et des chercheurs afin d'examiner l'impact global de l'IA sur les systèmes fiscaux africains. Elle va au-delà de l'efficacité pour questionner la gouvernance, l'équité et la souveraineté de l'administration fiscale pilotée par l'IA. La session examinera comment les administrations à différents stades de maturité numérique peuvent adopter l'IA de manière responsable, comment les cadres juridiques et réglementaires doivent évoluer pour permettre l'automatisation de la prise de décisions d'ordre fiscal, et comment la recherche peut fournir la base de preuves pour des stratégies technologiques à la fois efficaces et responsables. Présentations : Mr Lizalise Mngcele – Ingénieur en intelligence artificielle et apprentissage automatique – South African Revenue Service (SARS) Animatrice : Dr Aida OPOKU MENSAH – fondatrice et directrice générale de Centric Digital GH et membre du comité consultatif de l'ATRN Table ronde

	• Dr Fabrizio SANTORO – chercheur en infrastructures publiques numériques (DPI) et fiscalité au Centre international pour la fiscalité et le développement (ICTD) • M. Emeka NWANKWO – Chef : fiscalité intérieure et renforcement des capacités à l’ATAF • Prof Puseletso LETETE – professeure de droit commercial à l’Université de Johannesburg • Mme Louise KALISA – Commissaire chargée des technologies de l’information et de la transformation numérique, Office Rwandais des Recettes (RRA) Questions et réponses			
10h30 - 11h30	Pause et session d’affiches			
11h30 - 13h30	PRÉSENTATION D’ARTICLES DE RECHERCHE EN SESSIONS PARALLÈLES <table><tr><td> SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Pundy PILLAY – professeur d’économie et de finances publiques à la Wits School of Governance.</i> 1. M. Maidah KAYEKESI <i>Responsable, impôts intérieurs, Zambia Revenue Authority — Zambia</i> <i>La numérisation du respect des obligations en matière de TVA en Zambie : premiers enseignements sur l’adoption de la facture intelligente par les entreprises</i> <i>(24 min par article)</i> 2. Dr Fortuné TOUPE (FR) <i>Chef de Service de Gestion du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises, Direction Générale des Impôts — Bénin</i> <i>Digitalisation et efficacité de l’administration fiscale béninoise</i> <i>(24 min par article)</i> 3. M. Mingnimon Ghislain GNIDEHOU <i>Assistant de recherche, Laboratoire d’Economie Publique — Bénin</i> </td><td> SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Uwalomwa UWUIGBE</i> <i>Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l’Université de Nizwa, Oman</i> 1. M. Primail DJOU (FR) <i>Doctorant, L’université de Douala — Cameroun</i> <i>Les auditeurs signataires et les services fiscaux externes améliorent-ils la crédibilité de l’entreprise dans les pays de l’Afrique subsaharienne ?</i> <i>(30 min par article)</i> 2. Dr Evaristo William David MWALE <i>Économiste principal (responsable), recherche et prévision des recettes, Zambia Revenue Authority — Zambie</i> <i>Les effets différenciés du regroupement des contribuables selon la distribution des revenus : les enseignements des données administratives fiscales zambiennes</i> <i>(30 min par article)</i> </td><td> SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET FLUX FINANCIERS ILLICITES Modérateur de la session : <i>Professeur Thabo LEGWAILA</i> <i>Professeur, University of the Witwatersrand (WITS) — Afrique du Sud</i> 1. Mme Hannah MORENO <i>Boursière de l’ODI, analyste de politique fiscale, Rwanda Revenue Authority — Rwanda</i> <i>L’incidence de la réglementation des prix de transfert sur la fiscalité des multinationales et sur l’investissement : les enseignements du Rwanda</i> <i>(30 min par article)</i> 2. M. Isaac Danso AGYIRI <i>Doctorant, Université d’Oxford — Royaume-Uni</i> <i>Un siège à la table décliné : le non-engagement stratégique du Ghana à l’égard du Cadre inclusif de l’OCDE</i> <i>(30 min par article)</i> </td></tr></table>	SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Pundy PILLAY – professeur d’économie et de finances publiques à la Wits School of Governance.</i> 1. M. Maidah KAYEKESI <i>Responsable, impôts intérieurs, Zambia Revenue Authority — Zambia</i> <i>La numérisation du respect des obligations en matière de TVA en Zambie : premiers enseignements sur l’adoption de la facture intelligente par les entreprises</i> <i>(24 min par article)</i> 2. Dr Fortuné TOUPE (FR) <i>Chef de Service de Gestion du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises, Direction Générale des Impôts — Bénin</i> <i>Digitalisation et efficacité de l’administration fiscale béninoise</i> <i>(24 min par article)</i> 3. M. Mingnimon Ghislain GNIDEHOU <i>Assistant de recherche, Laboratoire d’Economie Publique — Bénin</i>	SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Uwalomwa UWUIGBE</i> <i>Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l’Université de Nizwa, Oman</i> 1. M. Primail DJOU (FR) <i>Doctorant, L’université de Douala — Cameroun</i> <i>Les auditeurs signataires et les services fiscaux externes améliorent-ils la crédibilité de l’entreprise dans les pays de l’Afrique subsaharienne ?</i> <i>(30 min par article)</i> 2. Dr Evaristo William David MWALE <i>Économiste principal (responsable), recherche et prévision des recettes, Zambia Revenue Authority — Zambie</i> <i>Les effets différenciés du regroupement des contribuables selon la distribution des revenus : les enseignements des données administratives fiscales zambiennes</i> <i>(30 min par article)</i>	SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET FLUX FINANCIERS ILLICITES Modérateur de la session : <i>Professeur Thabo LEGWAILA</i> <i>Professeur, University of the Witwatersrand (WITS) — Afrique du Sud</i> 1. Mme Hannah MORENO <i>Boursière de l’ODI, analyste de politique fiscale, Rwanda Revenue Authority — Rwanda</i> <i>L’incidence de la réglementation des prix de transfert sur la fiscalité des multinationales et sur l’investissement : les enseignements du Rwanda</i> <i>(30 min par article)</i> 2. M. Isaac Danso AGYIRI <i>Doctorant, Université d’Oxford — Royaume-Uni</i> <i>Un siège à la table décliné : le non-engagement stratégique du Ghana à l’égard du Cadre inclusif de l’OCDE</i> <i>(30 min par article)</i>
SALLE 1 — NUMÉRISATION ET ADMINISTRATION FISCALE (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Pundy PILLAY – professeur d’économie et de finances publiques à la Wits School of Governance.</i> 1. M. Maidah KAYEKESI <i>Responsable, impôts intérieurs, Zambia Revenue Authority — Zambia</i> <i>La numérisation du respect des obligations en matière de TVA en Zambie : premiers enseignements sur l’adoption de la facture intelligente par les entreprises</i> <i>(24 min par article)</i> 2. Dr Fortuné TOUPE (FR) <i>Chef de Service de Gestion du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises, Direction Générale des Impôts — Bénin</i> <i>Digitalisation et efficacité de l’administration fiscale béninoise</i> <i>(24 min par article)</i> 3. M. Mingnimon Ghislain GNIDEHOU <i>Assistant de recherche, Laboratoire d’Economie Publique — Bénin</i>	SALLE 2 — CIVISME FISCAL ET COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES (SUITE) Modérateur de la session : <i>Professeur Uwalomwa UWUIGBE</i> <i>Rédacteur en chef de la Revue interdisciplinaire africaine de fiscalité (AMTJ) et professeur à l’Université de Nizwa, Oman</i> 1. M. Primail DJOU (FR) <i>Doctorant, L’université de Douala — Cameroun</i> <i>Les auditeurs signataires et les services fiscaux externes améliorent-ils la crédibilité de l’entreprise dans les pays de l’Afrique subsaharienne ?</i> <i>(30 min par article)</i> 2. Dr Evaristo William David MWALE <i>Économiste principal (responsable), recherche et prévision des recettes, Zambia Revenue Authority — Zambie</i> <i>Les effets différenciés du regroupement des contribuables selon la distribution des revenus : les enseignements des données administratives fiscales zambiennes</i> <i>(30 min par article)</i>	SALLE 3 — FISCALITÉ INTERNATIONALE, PRIX DE TRANSFERT ET FLUX FINANCIERS ILLICITES Modérateur de la session : <i>Professeur Thabo LEGWAILA</i> <i>Professeur, University of the Witwatersrand (WITS) — Afrique du Sud</i> 1. Mme Hannah MORENO <i>Boursière de l’ODI, analyste de politique fiscale, Rwanda Revenue Authority — Rwanda</i> <i>L’incidence de la réglementation des prix de transfert sur la fiscalité des multinationales et sur l’investissement : les enseignements du Rwanda</i> <i>(30 min par article)</i> 2. M. Isaac Danso AGYIRI <i>Doctorant, Université d’Oxford — Royaume-Uni</i> <i>Un siège à la table décliné : le non-engagement stratégique du Ghana à l’égard du Cadre inclusif de l’OCDE</i> <i>(30 min par article)</i>		

	<i>Les technologies de l'information et de la communication et la mobilisation des recettes fiscales dans les pays d'Afrique subsaharienne : le rôle complémentaire du niveau d'éducation</i> (24 min par article) 4. Dr Fabrizio SANTORO <i>Chercheur, Centre international pour la fiscalité et le développement — Royaume-Uni</i> <i>Les implications fiscales des paiements dématérialisés : données microéconomiques de pays africains</i> (24 min par article) 5. M. Worku NIBRET <i>Chercheur – consultant en développement des MPME</i> <i>Les systèmes de suivi fiscal assistés par l'IA en Afrique : implications pour l'administration fiscale, le civisme fiscal et la mobilisation des ressources intérieures</i> (24 min par article)	3. Mme Judith TAMBAMA <i>Analyste de recherche, Zimbabwe Revenue Authority — Zimbabwe</i> <i>L'incidence de la corruption sur le moral fiscal au Zimbabwe</i> (30 min par article) 4. M. Harrison Okoth OTIENO <i>Juriste, Kenya School of Law — Kenya</i> <i>Le droit à la vie privée à l'ombre du fisc : surveillance, confiance et limites constitutionnelles du recouvrement forcé de l'impôt au Kenya</i> (30 min par article)	3. Mme Jemana BWEMBYA <i>Inspectrice adjointe, Zambia Revenue Authority — Zambie</i> <i>Renforcer les cadres de transparence pour lutter contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites : une feuille de route stratégique pour la Zambie et des éclairages comparés</i> (30 min par article) 4. Dr Bernd SCHLENTHER <i>Consultant indépendant, Bernd Schlenther Consulting, et chargé d'enseignement à l'Université de Pretoria — Afrique du Sud</i> <i>Surmonter les obstacles culturels et politiques à une approche pangouvernementale de la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique</i> (30 min par article)
13h30 - 14h30	Pause déjeuner		
14h30 - 17h30	PRÉSENTATION D'ARTICLES DE RECHERCHE EN SESSIONS PARALLÈLES		
	SALLE 1 — MOBILISATION DES RESSOURCES INTÉRIEURES, SECTEUR INFORMEL ET COMMERCE Modérateur de la session : Prof Nicaise MEDE – membre du comité consultatif de l'ATRN et professeur de droit public et de science politique à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin. 1. Dr Torcia Chanelle Banengai KOYAMA	SALLE 2 — INCITATIONS ET DÉPENSES FISCALES ET TVA Modérateur de la session : Dr Agustín REDONDA – chercheur principal au Conseil des politiques économiques (CEP) et cofondateur de la Base de données mondiale sur les dépenses fiscales (GTED) 1. Mme Umuhozari BELYSE <i>Chercheuse et analyste des politiques, Rwanda Revenue Authority — Rwanda</i>	SALLE 3 — FISCALITÉ ENVIRONNEMENTALE, GENRE, DÉMOGRAPHIE ET GOUVERNANCE Modérateur de la session : Prof Julius OTUSANYA – Département de comptabilité, Faculté des sciences de gestion, Université de Lagos 1. Mme Beatrice Mbinya MUTHINI <i>Assistante de recherche, Université de Nairobi — Kenya</i>

Chercheuse, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique — Éthiopie
La mobilisation des ressources intérieures en Afrique : le rôle des institutions et des transferts de fonds des migrants
(30 min par article)

2. Dr Larba Issa KOBAYAGDA (FR)

Directeur Général de l'Economie et de la Planification, Ministère de l'Economie et des Finances — Burkina Faso

Performance des recettes fiscales en Afrique subsaharienne : les variables macroéconomiques sont-elles déterminantes ?

(30 min par article)

3. Dr Tonankpon Désiré Samson DOSSOU (FR)

Enseignant, Université d'Abomey-Calavi — Bénin

Endettement et gestion du résultat comptable dans les grandes entreprises au Bénin : le rôle de la Fiscalité

(30 min par article)

4. M. Jonas HOUNMENOU

Économiste/Chargé d'étude, Ministère de l'Économie et des Finances

Modernisation Fiscale, Gouvernance Locale et Mobilisation des Recettes au Bénin : Analyse Infra-Nationale et Modélisation Prédictive

(30 min par article)

5. M. Mutemwa MEBELO

Économiste principal, Zambia Revenue Authority — Zambie

Les effets des taxes ciblées aux frontières sur la formalisation et le civisme fiscal en

Évaluation de l'incidence du régime de remise de droits au Rwanda

(30 min par article)

2. M. Benjamin Malama CHAYA

Analyste de recherche, ZIMRA — Zimbabwe

Analyse du régime des dépenses fiscales au Zimbabwe : évaluation de la gestion des politiques et des options de réforme

(30 min par article)

3. Dr Yaovi Fagda Tchota AGBE

Chargé d'Etudes à l'Office Togolais des Recettes - Office Togolais des Recettes

EVALUATION D'IMPACT DE LA DIGITALISATION SUR LES RECETTES FISCALES PERCUES SUR LES PETITES ENTREPRISES AU TOGO

(30 min par article)

4. Dr Amina EBRAHIM

Chercheuse à l'UNU-WIDER

L'écart de TVA en Afrique du Sud : une approche ascendante

(30 min par article)

5. Dr Alex Moyem KOMBAT

Recherche et politiques, Ghana Revenue Authority — Ghana

Exploiter les données de tiers aux fins de l'imposition forfaitaire modifiée et de l'imposition du chiffre d'affaires des micro et petites entreprises du secteur informel au Ghana

(30 min par article)

La taxation réciproque du carbone dans le cadre du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE : préserver la mobilisation des ressources intérieures en Afrique du Sud, en Égypte et au Maroc

(30 min par article)

2. Dr Djibril FATOUMBI

Chargé d'Etudes - Direction Générale des Impôts

Entrepreneuriat des jeunes et développement économique au Bénin : Sur quels leviers faut-il agir ?

(30 min par article)

3. Dr Martin Raymond Willy MBOG IBOCK (FR)

Chercheur, Université de Douala — Cameroun

Les écotaxes de 2026 au Cameroun : un pas vers une fiscalité environnementale ?

(30 min par article)

4. Dr Sha'awa Mohammed ABUBAKAR

Chercheur, Nigeria Revenue Service — Nigéria

Le genre des dirigeants a-t-il une incidence ? Le rôle des femmes aux postes de direction dans la performance fiscale

(30 min par article)

5. M. Youssifou AGUORIGOH

Agent des impôts - Office Togolais Des Recettes (OTR)

La transition fiscale au sein de la CEDEAO : la ZLECAf comme catalyseur de la mobilisation des ressources intérieures

(30 min par article)

6. Mme Rytter Kizza MUZIRA

Responsable des relations publiques et de la communication, Uganda Revenue Authority —

	<i>Zambie</i> (30 min par article) 6. M. Billy HASICIIMBWE <i>Inspecteur des impôts, Zambia Revenue Authority — Zambie</i> <i>Conventions fiscales, capitaux fantômes et souveraineté budgétaire : une réévaluation augmentée par les réseaux de l'investissement direct étranger dans les économies en développement</i> (30 min par article)		<i>Ouganda</i> <i>La communication publique en tant qu'infrastructure de recettes : légitimité, numérisation et civisme fiscal au sein de l'administration fiscale africaine</i> (30 min par article)
17h30	Fin de la deuxième journée		

3e jour - jeudi 24 septembre 2026

L'ÉCOSYSTÈME DES CONNAISSANCES : Construire une base factuelle pour améliorer les systèmes fiscaux

Heure	Session
09h00 - 10h00	SÉANCE PLÉNIÈRE 4 INCITATIONS ET DÉPENSES FISCALES : DES PONCTIONS FISCALES À LA GOUVERNANCE STRATÉGIQUE Les gouvernements africains renoncent chaque année à d'importantes recettes fiscales par le biais d'exonérations fiscales, d'exemptions, de taux réduits, d'allocations à l'investissement, de régimes de zones franches industrielles à l'exportation et d'autres traitements fiscaux préférentiels. Les estimations suggèrent que les dépenses fiscales dans de nombreux pays africains représentent entre 2 et 6 % du PIB, des ressources qui, si elles étaient mieux gérées, pourraient sensiblement réduire le déficit de financement du développement du continent. Pourtant, la grande majorité de ces dépenses fiscales restent non suivies, non évaluées et sous-déclarées, persistant sans preuve claire quant à leur atteinte des objectifs déclarés d'attirer des investissements, de promouvoir l'industrialisation ou de créer de l'emploi. Le <i>Compromiso de Sevilla</i> appelle explicitement à « renforcer la supervision et la gestion des dépenses fiscales », et la Plateforme d'action de Séville du FfD4 a vu le lancement d'une nouvelle Coalition mondiale pour la réforme des dépenses fiscales. Pour l'Afrique, où la concurrence pour l'investissement direct étranger a historiquement mené à une course vers le bas dans les offres d'incitations fiscales, ce moment représente une opportunité de passer d'un paradigme de prolifération d'incitations à une gouvernance stratégique. Cette session examine la durée des incitations et dépenses fiscales en Afrique : l'économie politique de leur conception et de leur octroi, le rôle des autorités fiscales dans l'enregistrement des incitations, le contrôle du respect des obligations et la communication d'informations relatives aux dépenses fiscales, les cadres institutionnels et juridiques nécessaires à une surveillance efficace, ainsi que les données factuelles — ou leur absence — sur lesquelles repose la justification de leur maintien. Elle s'appuie sur les recherches émergentes et les expériences nationales pour étudier comment les gouvernements africains peuvent optimiser les incitations inefficaces, renforcer la transparence et garantir que des traitements fiscaux préférentiels servent de véritables objectifs de développement plutôt que d'éroder la base d'imposition. Elle aborde également l'interaction entre les incitations fiscales et les réformes fiscales internationales, notamment les implications de l'impôt minimum mondial du Pilier Deux pour la viabilité des stratégies de promotion des investissements basées sur les exonérations fiscales, et comment les dispositions de la Convention fiscale des Nations Unies sur les pratiques fiscales nuisibles pourraient conduire à une refonte des incitations en Afrique Présentations : Prof Giulia MASCAGNI – Directrice exécutive du Centre international pour la fiscalité et le développement (ICTD) Dr Joelle TRAORE – spécialiste de la recherche fiscale, études appliquées en matière fiscale et statistiques à l'ATAF

Animatrice : Mme Aisha Aize ISA – responsable du Centre d’études sur la fiscalité africaine (CSAT) et directrice principale du Centre de connaissances de l’IBFD : Afrique et Moyen-Orient

Table ronde

- **Dr Agustín Redonda** – chercheur principal au Conseil des politiques économiques (CEP) et cofondateur de la Base de données mondiale sur les dépenses fiscales (GTED)
- **Mme Viola TARUS** – conseillère en politiques, fiscalité et industries extractives, IIDD
- **M. Alpha NGOM** – conseiller du Directeur général, Direction générale des impôts (DGI), Sénégal
- **M. Abel NTEGANO** – Directeur général chargé de la politique fiscale au ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda

Questions et réponses

10h00 – 10h45

SÉANCE PLÉNIÈRE 5

DONNÉES FISCALES, PLATEFORMES DE CONNAISSANCES ET NIVEAUX DE RECOUVREMENT EN AFRIQUE

Lancement des Perspectives fiscales africaines (PFA) ; volume 6 de l’AMTJ, étude du RFF de l’ATAF et du RRA sur l’égalité des sexes et programme d’incubation Tax Tech du RRA

La disponibilité de données fiables, comparables et accessibles permet de mener des recherches fiscales rigoureuses et d’entretenir un dialogue politique éclairé. Cette session présente les principales plateformes de connaissances de l’ATAF qui sous-tendent l’infrastructure de recherche fiscale du continent : les PFA, les PFR et les PFN qui fournissent un soutien analytique essentiel à l’évaluation du recouvrement ; l’AMTJ, une publication indexée par Scopus qui élève la qualité et la visibilité de la recherche fiscale africaine à l’échelle mondiale ; la Bibliothèque de l’administration fiscale (TAL) ; et l’ATRN. Cette session sera également l’occasion du lancement officiel de la dernière édition des PFA, du volume 6 de l’AMTJ, ainsi que de l’étude sur l’égalité des sexes réalisée par l’ATAF, le RRA et le RFF. Cette étude vient enrichir le débat croissant sur la fiscalité sensible au genre et sur les implications de la politique et de l’administration fiscales en matière d’équité et d’inclusion au sein des systèmes fiscaux africains.

Enfin, le RRA présentera son programme d’incubation Tax Tech, issu de la Tax Tech Academy du RRA. Ce programme vise à transformer les talents numériques en solutions technologiques fiscales innovantes et évolutives. Il facilitera la recherche, l’expérimentation et l’analyse des technologies émergentes pertinentes pour la fiscalité, tout en stimulant l’innovation et en créant un modèle reproductible à grande échelle dans les administrations fiscales africaines, à commencer par celles de la Communauté d’Afrique de l’Est (CAE).

Sur fond de données insuffisantes, notamment sur la fragmentation institutionnelle, l’accès limité aux documents administratifs et les défis de comparabilité à travers les juridictions, la session invite les participants à débattre de manière critique sur le renforcement potentiel de l’écosystème des données fiscales africain pour répondre aux exigences du moment politique actuel.

	• M. Frankie Mbuyamba – chef de service : Régionalisation et la TRIP à l'ATAF • Prof Uwalomwa Uwuigbe – rédacteur en chef de l'AMTJ • Dr Nthabiseng Debeila – spécialiste du Réseau de femmes fiscalistes (RFF) de l'ATAF • M. Steven MURENZI – Directeur de l'Unité de gestion du personnel et du changement, RRA		
10h45 - 11h15	Pause et session d'affiches		
11h15 - 13h15	MASTER CLASSES PARALLÈLES		
	MASTER CLASSE 1 - SALLE 1 (11h15 - 13h15) <i>La fiscalité environnementale dans les pays à faible revenu : impôts, incitations et faisabilité institutionnelle</i> <i>Centre international pour la fiscalité et le développement (ICTD)</i> Animateur(s) : Dr Giovanni OCCHIALI <i>Chercheur principal - ICTD</i>	MASTER CLASSE 2 - SALLE 2 (11h15 - 13h15) <i>Détecter le transfert de bénéfices dans les données administratives - approches pratiques du ciblage des contrôles fiscaux - application au Kenya, en Ouganda et en Afrique du Sud.</i> <i>Skatteforsk - Centre norvégien de recherche fiscale</i> Animateur(s) : Professeur Ronald DAVIES <i>Professeur à l'University College Dublin, Irlande</i>	MASTER CLASSE 3 - SALLE 3 (11h15 - 12h15) <i>Le Réseau des femmes fiscalistes (RFF) de l'ATAF - cinq ans d'action : célébrer les résultats, valoriser les idées</i> <i>Présentation des essais du concours 2026 du RFF</i> <i>Forum des administrations fiscales africaines (ATAF) et Office rwandais des recettes (RRA)</i> Animatrices : Dr Nthabiseng DEBEILA <i>Responsable du RFF</i> Mme Fadzai MATAMBO <i>Analyste de données - RFF</i> MASTER CLASSE 4 - SALLE 3 (12h15 - 13h15) <i>Normes minimales volontaires applicables à la communication d'informations sur les dépenses fiscales</i> <i>Conseil des politiques économiques (CEP) et Forum des administrations fiscales africaines (ATAF)</i> Animateurs : Dr Agustín REDONDA

		<i>Conseil des politiques économiques (CEP)</i> Dr Abrams TAGEM <i>Spécialiste de la recherche fiscale – ATAF</i>
13h15 - 14h15	Pause déjeuner	
14h15 - 16h15	SÉANCE PLÉNIÈRE 6 DÉFINIR L'AGENDA DE RECHERCHE FISCALE EN AFRIQUE : PRIORITÉS DE L'AFRIQUE APRÈS LE FFD4 Cette session s'éloigne du format traditionnel consistant à présenter des recherches universitaires achevées. Elle est conçue comme un dialogue tourné vers l'avenir et qui pose une question fondamentale : Que devraient étudier les spécialistes africains de la fiscalité ? Pourquoi est-ce important aujourd'hui ? La session reconnaît que, bien que les universités et institutions de recherche africaines aient réalisé des progrès significatifs en recherche fiscale, une grande partie de l'agenda de recherche du continent a historiquement été réactive, répondant à des cadres, méthodologies et à la disponibilité des données définis en externe plutôt qu'aux priorités stratégiques de l'Afrique. À un moment où le continent affirme son leadership dans la gouvernance fiscale mondiale (à travers la Convention fiscale des Nations Unies), met en œuvre des objectifs ambitieux de recettes intérieures et fait face aux changements technologiques transformateurs, l'agenda de recherche doit être intentionnellement repensé. Cette session propose aux participants des pistes de recherche sur les domaines prioritaires et les raisons qui les sous-tendent. Elle invite les chercheurs chevronnés, les chercheurs émergents, la société civile, les administrateurs fiscaux et les décideurs politiques à cartographier collectivement les frontières du savoir que la recherche fiscale africaine doit repousser. Parmi les domaines prioritaires à étudier : • Les implications de l'IA sur les recettes et l'équité, et de la prise de décision algorithmique dans l'administration fiscale • Les cadres empiriques pour évaluer l'efficacité des dépenses fiscales dans les conditions africaines • L'économie politique de la réforme fiscale : pourquoi les réformes techniquement solides échouent et les solutions que la recherche peut y apporter • Le recherche fiscale sensible au genre : dépassant l'analyse d'incidence pour la conception systémique • La fiscalité de l'économie informelle : des paradigmes d'application aux stratégies d'inclusion • La fiscalité climatique et la transition juste : conception d'instruments fiscaux pour le contexte énergétique africain • Les implications juridiques et économiques de la Convention fiscale des Nations Unies pour les réseaux africains de conventions • La construction de l'infrastructure de microdonnées fiscales africaines : dossiers administratifs, enquêtes auprès des contribuables et données ouvertes • Le moral fiscal, la confiance et le contrat social dans les États à faible capacité La session abordera également les conditions institutionnelles d'un écosystème de recherche dynamique : Comment les universités elles approfondir leurs partenariats avec les autorités fiscales pour accéder aux données et à la recherche pratique sur le terrain ? Comment les modèles de financement peuvent-ils être ajustés pour soutenir une recherche programmatique durable plutôt que des projets ponctuels ? Comment l'ATRN et l'AMTJ peuvent servir d'institutions ancrées pour une nouvelle génération de fiscalistes africains ?	

Présentation : Prof. Pundy Pillay - professeur d'économie et de finances publiques à la Wits School of Governance.

Animatrice : Dr Amina EBRAHIM – chercheuse à l'UNU-WIDER

Table ronde

- **Prof Stephanus van Zyl** – membre du comité consultatif de l'ATRN et professeur de droit commercial à l'Université de Pretoria
- **Prof Nicaise MEDE** – membre du comité consultatif de l'ATRN et professeur de droit public et de science politique à l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- **Prof. Jukka Pirttilä** - Université de Helsinki, Centre d'excellence finlandais pour la recherche sur les systèmes fiscaux (FIT)
- **Mme Belema OBUOFORIBO** – directrice du Centre de connaissances de l'IBFD et présidente du Centre d'études sur la fiscalité africaine (CSAT)
- **Dr Moses CHAMISA** – études appliquées en matière fiscale et statistiques à l'ATAF

Questions et réponses

16h15 - 16h45

SESSION DE CLÔTURE

COMPTE RENDU ET SYNTHÈSE DU CONGRÈS

- **Dr Fred Mugambi Mwirigi** – vice-président du comité consultatif de l'ATRN et commissaire de la Kenya School of Revenue Administration (KESRA)

DISCOURS DE CLÔTURE

- **Mme Mary Baine** – Secrétaire exécutive de l'ATAF
- **Prof Annet Oguttu** - présidente du comité consultatif de l'ATRN, professeure de droit fiscal et directrice de l'Institut africain de fiscalité (ATI), Université de Pretoria
- **M. Ronald Niwenshuti** - Commissaire général du RRA

16h45

Fin du Congrès

18h30

Dîner de gala